

-Appel d'Embrun-

La Cimade 05 - Réseau Hospitalité 05 - Réseau Welcome 05 – Réseau Éducation Sans Frontières 05 – Tous Migrants – Icare 05 – Chemins Pluriels - Solidaritat Ubaye – Collectif Aspres sur Buech – Collectif Guillestre – Un toit, un Droit – Association Bonvenon – Article 1er- Collectif de Solidarité avec les Réfugiés de Sisteron – Collectif Ensemble – La pastorale des migrants du diocèse de Gap.

Depuis de nombreux mois, nous sommes témoins des faits suivants :

- reconduites forcées aux frontières de migrants et de mineurs isolés se trouvant sur le sol français vers l'Italie.
- reconduites forcées de migrants dits « dublinés » souhaitant demander l'asile vers d'autres pays européens.
- militarisation des frontières
- application d'un « délit de solidarité » envers les citoyens solidaires

Aujourd'hui :

- À leur initiative, 21 migrants font la grève de la faim à Embrun depuis le 10 mai, suite à la notification pour deux d'entre-eux d'expulsion le 23 mai vers la Norvège. Ils revendiquent que la procédure Dublin soit levée pour l'ensemble de leur groupe
- La santé mentale de nombreux migrants et demandeurs d'asile est mise à mal en raison de l'incertitude quant à leur sort et l'angoisse d'être rejetés vers ce qu'ils ont du fuir
- Des migrants se trouvent à nouveau en errance en France ou dans le pays où ils sont renvoyés car sans solution de statut
- Des mineurs isolés sont livrés à eux même dans les rues

Au final, le règlement de Dublin aboutit à la fabrication de clandestins.

Il est temps que la société civile européenne dise STOP à ces entraves aux droits qui sont au fondement de notre pays et de la construction européenne.

Nous appelons toutes les associations et autres collectifs nationaux qui luttent en faveur du respect des droits humains fondamentaux à s'unir et à solliciter de concert le nouveau gouvernement pour :

- **L'arrêt et l'annulation de toutes mesures d'expulsion au prétexte des accords de Dublin ;**
- **Le droit pour toute personne contrainte de fuir son pays de trouver asile dans le pays de son choix.**

Nous appelons les associations et autres collectifs européens qui luttent en faveur du respect des droits humains fondamentaux à s'associer à notre requête auprès de leur gouvernement respectif, car cette requête est celle de l'Europe dans son ensemble.

À Embrun, le 18 mai 2017